
Blocage sur les candidats hongrois et roumain à la Commission européenne

Description

La nouvelle Commission européenne présidée par Ursula von der Leyen vient de voir reporter son entrée en fonction, initialement prévue le 1^{er} novembre 2019, parce qu'elle est incomplète. Alors que la candidature de la Française Sylvie Goulard a été rejetée à la suite de ses auditions face aux eurodéputés, les candidats de la Hongrie et de la Roumanie, eux, n'ont même pas été auditionnés, faute d'avoir été préalablement approuvés par la commission des Affaires juridiques du Parlement européen.

Les candidatures de la socialiste roumaine Rovana Plumb et du Hongrois László Trócsányi ont en effet été rejetées fin septembre pour cause de conflits d'intérêt. L. Trócsányi, qui a été ministre de la Justice de 2014 à 2019 et est membre du parti politique Fidesz, est en outre considéré par les eurodéputés comme ayant affaibli l'État de droit en Hongrie.

La Hongrie a rapidement proposé un nouveau candidat, consensuel, pour le poste de commissaire européen en charge du Voisinage et de l'Élargissement : actuellement ambassadeur de Hongrie auprès de l'UE, Olivér Várhelyi peut se prévaloir d'une carrière de 25 ans au service de l'État, aussi bien dans l'administration hongroise qu'au sein de la Délégation permanente de la Hongrie auprès de l'UE. S'il est considéré comme loyal au Premier ministre V. Orbán, il n'est pour autant pas membre du Fidesz et n'a pas directement participé à l'un de ses gouvernements, ce qui fait de lui un candidat inattaquable au regard de la politique de son pays. Il a d'ailleurs travaillé à l'adhésion de la Hongrie à l'UE, ce qui ne peut que cristalliser le consensus autour de sa candidature. O. Várhelyi n'a pas encore été auditionné par les eurodéputés.

La Première ministre roumaine Viorica Dăncilă, quant à elle, a présenté le 30 septembre la candidature de Dan Nica au poste de commissaire européen en charge de la Politique européenne des transports. Ancien vice-Premier ministre et ministre de l'Administration et de l'Intérieur de 2008 à 2009, D. Nica est, depuis 2014, député au Parlement européen. L'opposition de centre-droite roumaine a prédit que cette candidature pourrait être rejetée en raison de soupçons de corruption et Ursula von der Leyden a en effet fait connaître ses réticences. V. Dăncilă et D. Nica ont donc déjà choisi ensemble le nom d'une 3^e candidature roumaine, au cas où D. Nica ne serait pas nommé à la Commission européenne : il s'agit de Gabriela Ciot, secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Il n'en reste pas moins que le gouvernement roumain semble largement discrédité aux yeux de la Commission européenne et des eurodéputés, alors qu'une motion de censure a été votée le 10 octobre, provoquant la destitution de V. Dăncilă et la nomination par le président Klaus Iohannis de Ludovic Orban au poste de chef du gouvernement (son investiture devrait intervenir le 4 novembre), à un mois de l'élection présidentielle.

Sources : *BalkanInsight, Hungary Today, Romania Insider, The Guardian.*

date créée

02/11/2019

Champs de Méta

Auteur-article : Juliana Barazer